LE FARDEAU DE LA DETTE PUBLIQUE ET LA DURABILITÉ BUDGETAIRE DANS LA REGION DE LA CARAIBE

LE FARDEAU DE LA DETTE PUBLIQUE ET LA DURABILITÉ BUDGETAIRE DANS LA REGION DE LA CARAIBE

Le sujet que nous allons aborder dans cet article concerne une Etude réalisée récemment par le Système économique de l'Amérique latine et des Caraïbes (SELA), et qui servira de base à la réunion d'"Experts du domaine du fardeau de la dette publique dans les pays de la Caraïbe", qui aura lieu le 24 février prochain au siège de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC).

Les données de l'Amérique latine, en moyenne et pays par pays, ne montrent aucun signe d'une crise de la dette imminente. Toutefois, pendant la période allant de 1999 à 2011 traitée par l'Etude à laquelle on fait référence, les indicateurs du poids de la dette publique et de la dette extérieure de l'Amérique latine se sont améliorés et sont considérablement inférieurs à ceux de la Caraïbe.

"Certains économistes ont préconisé l'endettement pour financer l'investissement public, auquel ils font référence comme 'la règle d'or' " (Tanzi, 2011). Cet argument est fondé sur l'idée que, "compte tenu que l'investissement public crée des actifs qui favorisent les générations futures, ce sont ces dernières qui doivent prendre en charge les coûts. Cet argument suppose que l'investissement public est toujours productif" (Tanzi, 2011).

Quoiqu'il soit vrai que la dette pourrait servir d'outil à l'amélioration des résultats macroéconomiques et la promotion du bien-être, un endettement excessif peut conduire à une

situation budgétaire insoutenable et avoir des répercussions négatives sur la stabilité macroéconomique et la croissance économique

Les analyses réalisées par l'étude mentionnée sur la base de données agrégées de la région de la Caraïbe montrent des signes clairs d'une situation de poids excessif de la dette et d'insolvabilité budgétaire potentielle. En 2011, dix des quatorze pays dont les données de la dette publique brute sont disponibles (base de données WEO du FMI) ont enregistré des ratios de la dette au PIB dépassant le seuil de 60%. En 2011, quatre pays ont montré des ratios de la dette au PIB supérieurs à 90% (le seuil de Reinhart et Rogoff 2011). Des huit pays dont des données de la dette extérieure ont été collectées (IDS-BM), quatre ont rapporté un ratio de la dette au PIB dépassant la valeur critique de 60% de Reinhart y Rogoff (2011) et sept ont présenté des niveaux de dette extérieure au dessus de 30%.

La moyenne simple du ratio de la dette publique au PIB dans la Caraïbe (quatorze pays considérés sur la base de données WEO du FMI) pour la période 1999-2011 a été de 72,32%, et en 2011 cet indicateur est arrivé à 74,35%. Par ailleurs, cette même moyenne du ratio de la dette publique au PIB de la Caraïbe (1999-2011) dépasse la valeur de l'ensemble de l'Amérique latine-Caraïbe (51,77%).

(INCLURE ICI LE GRAPHIQUE)

En appliquant des indicateurs statistiques simples et des méthodes économétriques plus élaborées, l'Etude a mis en évidence que le fardeau de la dette publique des pays de la Caraïbe a un impact nuisible important sur la croissance économique.

La principale conclusion de l'analyse des données, en termes agrégés et pays par pays, est qu'une combinaison appropriée de consolidation budgétaire et de restructuration/allègement de la dette s'avère fondamentale pour atteindre un niveau de dette compatible avec la durabilité budgétaire dans la région de la Caraïbe.

Les pays de la Caraïbe doivent chercher à négocier et obtenir le meilleur niveau possible de restructuration/allègement de la dette. Cependant, l'endettement excessif de la plupart des nations de la région empêche d'atteindre la réduction requise de la dette sans un ajustement budgétaire.

L'ampleur considérable de l'effort budgétaire nécessaire pour arriver à des niveaux de dette

cohérents par rapport à la solvabilité budgétaire, implique que les programmes de consolidation budgétaire dans la région de la Caraïbe doivent être soigneusement conçus et appliqués pendant plusieurs années. Il faut que les autorités chargées de la formulation de politiques comprennent que le surendettement actuel de la région est en train de restreindre sévèrement l'utilisation de la politique budgétaire et affecte aussi négativement la croissance économique.

Les idées décrites ci-dessus seront abordées au cours de la réunion organisée entre les deux organismes internationaux, en vue des objectifs suivants:

Analyser la situation de la dette extérieure des pays de la Caraïbe et les politiques publiques à être adoptées pour la résoudre, en se concentrant sur différentes solutions qui pourraient répondre aux caractéristiques particulières des économies caribéennes.

Avoir un échange d'expériences entre les pays de cette sous-région en abordant en particulier des solutions qui devraient être adoptées pour l'allègement du poids de leurs économies respectives.

Diffuser l'information sur cette réalité entre les pays de la région et les différentes organisations d'intégration en Amérique latine et la Caraïbe.

Déterminer les politiques d'allègement de la dette, en particulier les mesures de promotion de l'investissement et d'encouragement de la croissance économique.

Formuler des conclusions et des recommandations pour l'utilisation opérationnelle des pays concernés, et fournir de l'information stratégique aux autres Etats membres.

La réunion commencera par la présentation du document conceptuel "Le fardeau de la dette et la durabilité budgétaire dans la région de la Caraïbe", par le consultant-chercheur du SELA, Victor Olivo, qui sera suivie de l'exposé des expériences nationales de chaque pays, présentées par des représentants de Saint-Christophe-et-Nevis, la Jamaïque, Grenade, la Barbade et le Guatemala.

Par la suite, on analysera l'ajustement budgétaire et la croissance économique dans une perspective régionale, avec des participants de la CARICOM, la CEPAL et l'OECO, pour conclure la considération de ce sujet par la présentation du point de vue des organismes multilatéraux, tels que le SELA, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), et le Secrétariat du G24.

Alberto Durán Espaillat

Directeur du Commerce et des relations économique extérieures

de l’Association des Etats de la Caraïbe (AEC)